

**BULLETIN TRIMESTRIEL
DE CONJONCTURE**

**SUIVI DE LA CONJONCTURE
FINANCIERE ET BANCAIRE**

N° 120 - Septembre 2004

GUYANE

Sommaire

<i>Synthèse</i>	4
1. L'évolution financière	5
1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière	6
1.1.1 Ensemble des actifs financiers	6
1.1.2 Ensemble des dépôts	8
1.1.3 Les dépôts à vue	10
1.1.4 Placements liquides ou à court terme	12
1.1.5 Epargne à long terme	14
1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière	16
1.2.1 Ensemble des concours consentis	16
1.2.2 Concours consentis par les Etablissements de Crédit locaux	18
1.2.3 Concours consentis par les Etablissements de Crédit non installés localement	20
1.3 Position extérieure nette du système bancaire local	22
1.4 L'enquête auprès des établissements de crédit de Guyane	23
2. Rappel des taux	25
2.1 Taux du marché	26
2.1.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire	26
2.1.2 Taux de base bancaire	26
2.2 Taux d'intérêt légal	27
2.3 Taux de l'usure	27
2.3.1 Crédits aux particuliers	27
2.3.2 Crédits aux entreprises	27
2.4 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises	28
3. Monnaie Fiduciaire	29
3.1 Emission de billets euros	30
3.2 Emission de pièces euros	31

L'ensemble des **actifs financiers** recensés en Guyane s'élève à 728,7 millions d'€ au 30 juin 2004, en hausse de 2,8 % sur un an (+ 5,3 % au 30 juin 2003). Ce fort ralentissement provient pour l'essentiel d'un défaut de centralisation des encours d'assurance-vie, amputant le total des actifs financiers d'environ 23 millions d'€. Hors cet élément, la croissance s'établit à + 6,5 % sur un an.

Dans le détail, la meilleure performance en glissement annuel revient aux placements à long terme hors assurance-vie (+ 14,8 %, contre + 4,7 % au 30 juin 2003), suivis des placements liquides ou à court terme (+ 5,2 % sur un an, contre + 4,4 %) et des dépôts à vue (+ 4,6 %, contre 6,4 %). Au sein des **placements liquides ou à court terme**, les placements indexés sur les taux du marché monétaire connaissent un regain d'intérêt et enregistrent une croissance de 6,3 %, concentrée sur les OPCVM monétaires (+ 28,3 %). Les placements à taux réglementés, qui avaient enregistré des niveaux de croissance soutenus depuis 2001, ralentissent fortement à + 4,7 % contre + 9,3 % un an plus tôt. Parmi les **placements à long terme**, il convient de souligner la performance des OPCVM non monétaires (+ 74,8 %) et des portefeuilles-titres (6,5 %), portée par la bonne tenue des marchés financiers au premier semestre 2004, et la croissance de l'encours des plans d'épargne-logement (+ 5,8 %), dont les conditions sont attrayantes dans le contexte actuel.

Sur un an, les **autres agents économiques et la clientèle diverse** enregistrent la plus forte progression (+ 11,5 %), suivis des **entreprises** (+ 7,7 %) et des **particuliers** (+ 5,3 %).

Parallèlement, le **marché du crédit** affiche au 30 juin 2004 une orientation à la hausse mais en ralentissement, l'encours sain global progressant de 2,1 % sur un an contre + 5,0 % un an auparavant. Ce ralentissement a concerné plus particulièrement les établissements bancaires non installés localement (+ 1,2 %, contre + 6,6 %), alors que les établissements de crédit locaux bénéficient d'une reprise sensible de leurs encours sains (+ 3,9 % contre + 2,0 %).

Les **ménages** guyanais, dont les financements recensés sont essentiellement locaux (75 % de l'encours sain global) ont accru de 7,8 % sur un an leur recours au crédit auprès des banques locales (contre + 5,1 % en juin 2003). Cette évolution se traduit par une hausse de l'encours des crédits à l'habitat (+ 8,2 %, contre + 4,3 %) et des crédits de trésorerie (+ 7,6 %, contre + 8,0 %). S'agissant des **entreprises**, les concours sains locaux couvrent 27 % de leur besoin, mais 97 % si l'on ne tient pas compte des crédits à l'habitat social. L'encours sain distribué localement a progressé de 2,8 % sur un an (contre + 0,5 % en juin 2003), les évolutions par catégories de crédits étant très contrastées : + 26,7 % pour les crédits de trésorerie, + 20,6 % pour les crédits à l'habitat mais - 2,5 % pour les crédits d'équipement. Enfin, l'encours total octroyé aux **autres agents économiques et à la clientèle diverse** est en baisse de 1,8 % sur un an. Cet encours est essentiellement composé de crédits à l'équipement (85 % hors douteux). La part des établissements de crédit locaux dans le financement global des autres agents (4,0 % du total au 30 juin 2004) demeure faible et en diminution.

En terme de **sinistralité**, la qualité globale du portefeuille des établissements de crédit installés en Guyane s'est fortement améliorée sur un an et sur le trimestre. Le taux de créances douteuses (26,7 %) a en effet baissé de 6,2 points par rapport au 30 juin 2003 et de 0,5 point par rapport au trimestre précédent. Le risque "entreprises" (42,0 %) a diminué de 4,6 points sur un an sous l'effet de l'amélioration du taux de créances douteuses des sociétés non financières (- 2,3 points) et des entrepreneurs individuels (- 17,8 points). Le risque "particuliers" est également orienté à la baisse (- 6,6 points sur un an).

Enfin, s'agissant des **perspectives pour les 3^{ème} et 4^{ème} trimestres de l'année 2004**, la collecte des dépôts est répartie de l'avant au 3^{ème} trimestre et devrait rester bien orientée jusqu'à la fin de l'année, selon les dirigeants des établissements de crédit locaux interrogés par l'IEDOM. La production de crédits aux particuliers a enregistré une nette amélioration au 3^{ème} trimestre, aussi bien pour les crédits à la consommation que pour les crédits à l'habitat. Une bonne orientation des deux compartiments est anticipée pour le 4^{ème} trimestre. Concernant les entreprises, le solde d'opinions concernant les crédits d'équipement s'améliore nettement depuis deux trimestres et devrait rester positif au trimestre suivant. Un tassement dans les crédits d'exploitation est en revanche observé, mais il ne devrait pas de poursuivre au 4^{ème} trimestre. Enfin, les banquiers constatent une stabilité de leur rentabilité au 3^{ème} trimestre, mais anticipent une franche amélioration d'ici la fin de l'année.

1. *L'évolution financière*

Remarque liminaire

L'examen de la situation financière du département est centré sur l'analyse des dépôts et des crédits enregistrés par l'ensemble des établissements de crédit, de La Poste pour le compte des divers agents non financiers (particuliers, entrepreneurs individuels, sociétés non financières, autres agents et clientèle diverse). Cette analyse est complétée par les présentations de la position extérieure nette du système bancaire du département.

Les données agrégées présentées pour le dernier trimestre intègrent la totalité des informations disponibles au moment de la rédaction du bulletin de conjoncture. Elles doivent toutefois être considérées comme provisoires car les informations d'un établissement de crédit peuvent ne pas être disponibles à temps. Dans ce cas, les informations concernant cet établissement sont reconduites à partir du dernier arrêté valide et les nouvelles données sont intégrées dès leur réception.

Les chiffres présentés dans les tableaux qui suivent sont arrondis en millions d'euros. En conséquence, de légères différences peuvent apparaître au niveau des résultats affichés (en valeur et en pourcentage).

1. L'évolution financière

1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière

1.1.1 Ensemble des actifs financiers

Au 30 juin 2004, l'ensemble des actifs financiers recensés dans le département affiche une progression de 2,8 % sur un an. De même, la variation trimestrielle atteint + 0,6 %. L'encours total des dépôts et placements s'établit à 729 millions d'euros. Cette progression intervient alors que les actifs financiers n'incluent plus depuis le 1^{er} trimestre 2004 les encours des contrats d'assurance-vie, soit une amputation d'environ 23 millions d'€ sur un an. La croissance s'établit ainsi à + 6,5 % (contre + 5,4 % au 30 juin 2003).

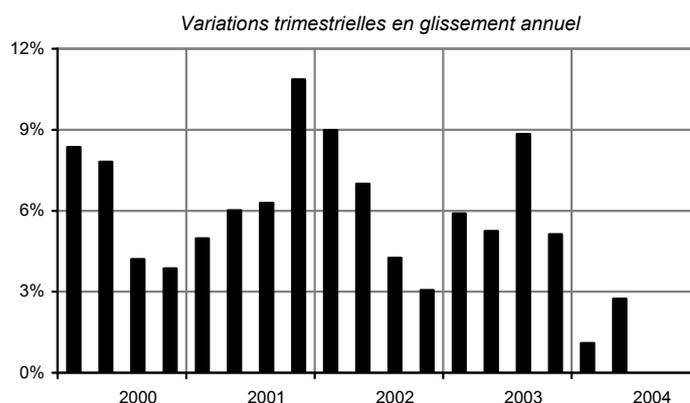
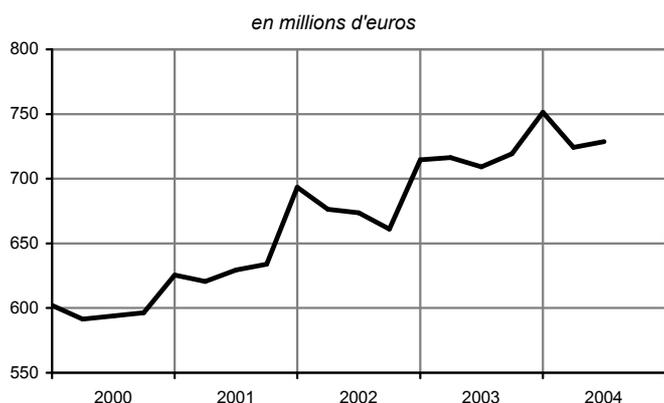
Hors contrats d'assurances-vie, les actifs financiers des **particuliers** enregistrent une hausse de 5,3 % sur un an et de + 1,5 % sur trois mois.

La variation trimestrielle de l'épargne financière des **entreprises** s'est établie à - 1,1 % sur le dernier trimestre (après - 4,7 %), mais la croissance sur un an est de + 7,7 %.

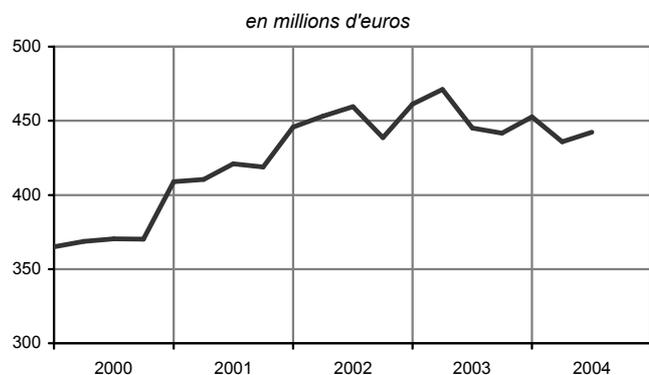
Composé à 74 % par l'encours des administrations privées, l'ensemble des actifs financiers des **autres agents économiques et de la clientèle diverse** a progressé sur un an de 11,5 % contre + 15,8 % en juin 2003.

Evolution des actifs financiers

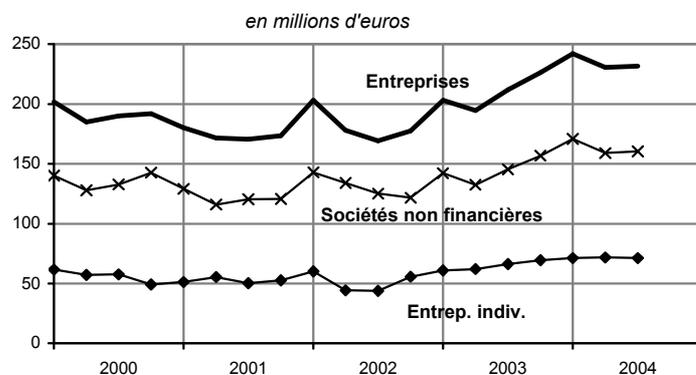
Ensemble des actifs financiers



Ensemble des actifs financiers des particuliers



Ensemble des actifs financiers des entreprises



1. L'évolution financière

Répartition des actifs financiers par catégories de placement

Tableau 1

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Placements à long terme	Total
Montant en millions d'Euros				
Au 30 juin 2004	351	249	128	729
Part en pourcentage	48,1%	34,2%	17,6%	100,0%
Au 30 juin 2003				
Au 30 juin 2003	335	237	137	709
Part en pourcentage	47,3%	33,4%	19,3%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 2

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Placements à long terme	Total
Variation 2004 / 2003				
- Montant en millions d'Euros	15	12	-8	20
- En pourcentage	4,6%	5,2%	-6,1%	2,8%
Variation 2003 / 2002				
- Montant en millions d'Euros	20	10	5	35
- En pourcentage	6,4%	4,4%	4,1%	5,3%

Répartition des actifs financiers par agents économiques

Tableau 3

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 30 juin 2004	442	71	157	58	729
Part en pourcentage	60,7%	9,8%	21,5%	8,0%	100,0%
Au 30 juin 2003					
Au 30 juin 2003	445	66	145	52	709
Part en pourcentage	62,8%	9,4%	20,5%	7,4%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 4

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	-3	5	11	6	20
- En pourcentage	-0,6%	7,4%	7,8%	11,5%	2,8%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	-15	22	20	7	35
- En pourcentage	-3,2%	51,2%	16,2%	15,8%	5,3%

1. L'évolution financière

1.1.2 Ensemble des dépôts¹

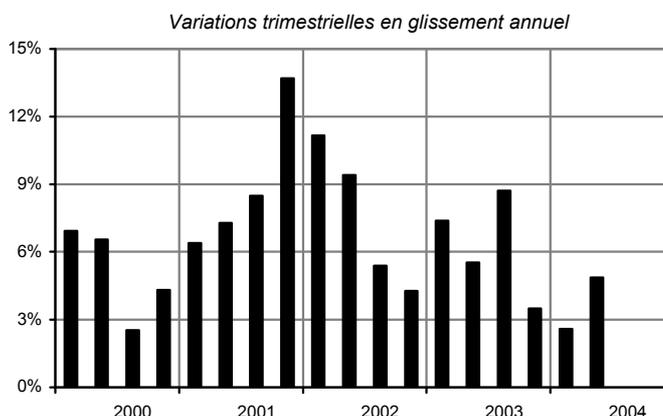
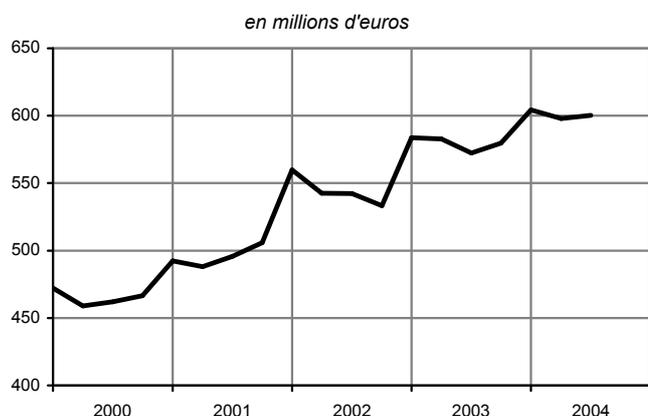
Composé à 58 % de dépôts à vue et à 42 % de placements liquides ou à court terme, l'ensemble des dépôts affiche une progression en glissement annuel (+ 4,9 %) et sur le trimestre (+ 0,4 %).

Sur un an, la plus forte croissance revient aux autres agents économiques et à la clientèle diverse (+ 11,5 %), devant les particuliers (+ 5,0 %) et les entreprises (+ 3,0 %, dont + 1,5 % pour les sociétés non financières et + 6,4 % pour les entrepreneurs individuels).

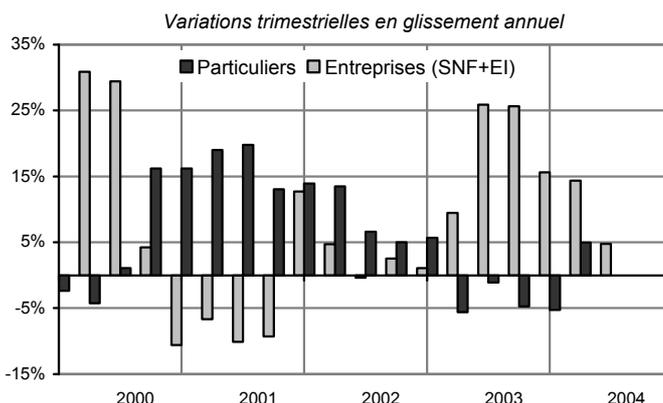
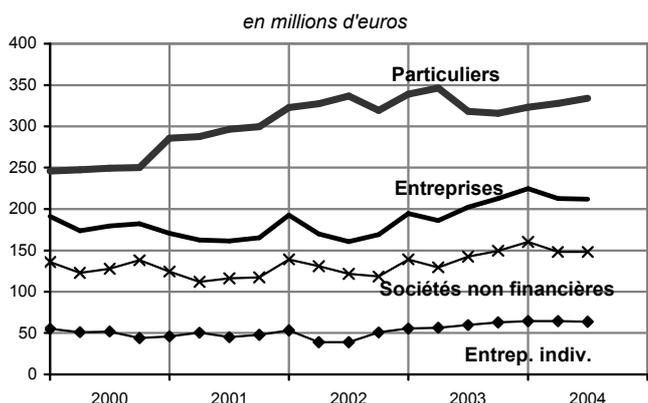
Sur un trimestre, les évolutions sont orientées à la baisse pour les entreprises (- 2,1 % après - 5,4 % au 31 mars 2004), mais à la hausse pour les autres agents économiques (+ 1,4 % après + 1,5 %) et les particuliers (+ 1,8 % contre + 1,5 %).

Evolution des dépôts

Ensemble des dépôts



Ensemble des dépôts des particuliers et des entreprises



¹ Les dépôts recensés au nom des résidents sont répartis en fonction de la nature des opérations (dépôts à vue, placements liquides ou à court terme) et suivant les grands réseaux de collecte : établissements de crédit (banques AFB, banques mutualistes), d'une part, services financiers de La Poste et de la Caisse nationale d'épargne, d'autre part.

1. L'évolution financière

Répartition des dépôts par nature

Tableau 5

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Total
Montant en millions d'Euros			
Au 30 juin 2004	351	249	600
Part en pourcentage	58,4%	41,6%	100,0%
Au 30 juin 2003			
Au 30 juin 2003	335	237	572
Part en pourcentage	58,6%	41,4%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 6

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Total
Variation 2004 / 2003			
- Montant en millions d'Euros	15	12	28
- En pourcentage	4,6%	5,2%	4,9%
Variation 2003 / 2002			
- Montant en millions d'Euros	20	10	30
- En pourcentage	6,4%	4,4%	5,5%

Répartition des dépôts par agents économiques

Tableau 7

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 30 juin 2004	334	64	145	58	600
Part en pourcentage	55,6%	10,6%	24,1%	9,7%	100,0%
Au 30 juin 2003					
Au 30 juin 2003	318	60	143	52	572
Part en pourcentage	55,6%	10,4%	24,9%	9,1%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 8

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	16	4	2	6	28
- En pourcentage	5,0%	6,4%	1,5%	11,5%	4,9%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	-19	21	21	7	30
- En pourcentage	-5,6%	52,9%	17,2%	15,9%	5,5%

1. L'évolution financière

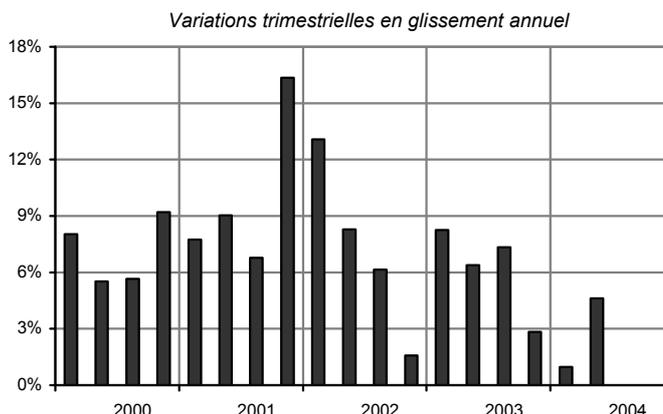
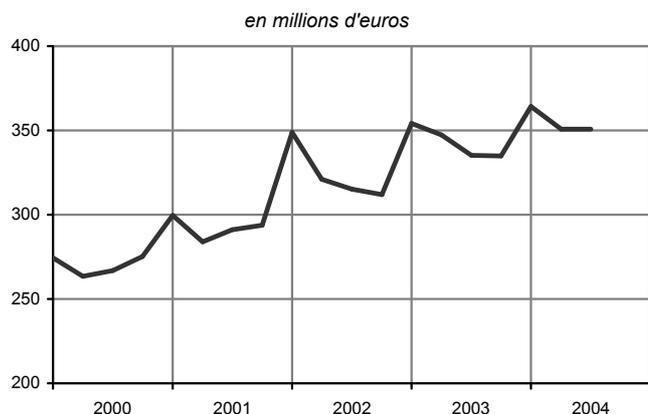
1.1.3 Les dépôts à vue

Au 30 juin 2004, la progression annuelle des dépôts à vue est toujours en ralentissement par rapport au rythme observé il y a un an (+ 4,6 % contre + 6,4 % au 30 juin 2003). Une reprise est toutefois observée par rapport au rythme du trimestre dernier.

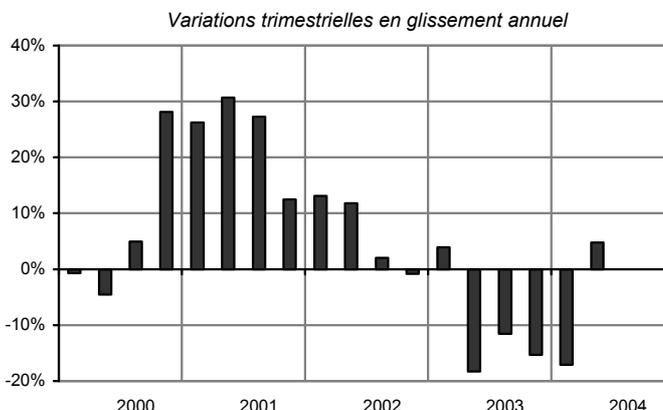
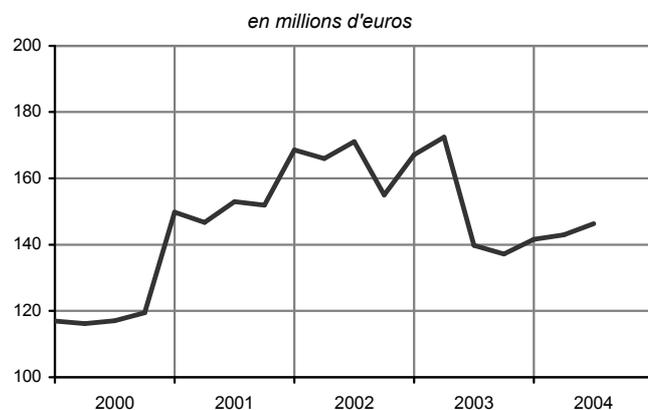
Sur trois mois, l'ensemble des dépôts à vue n'a pas évolué, après la baisse de 3,7 % en mars 2004. Cette évolution est le résultat d'une contraction des dépôts à vue des sociétés non financières (- 4,4 %), compensée totalement par une hausse pour les particuliers (+ 2,4 %), les entrepreneurs individuels (+ 0,4 %) et les autres agents économiques et la clientèle diverse (+ 3,4 %).

Evolution des dépôts à vue

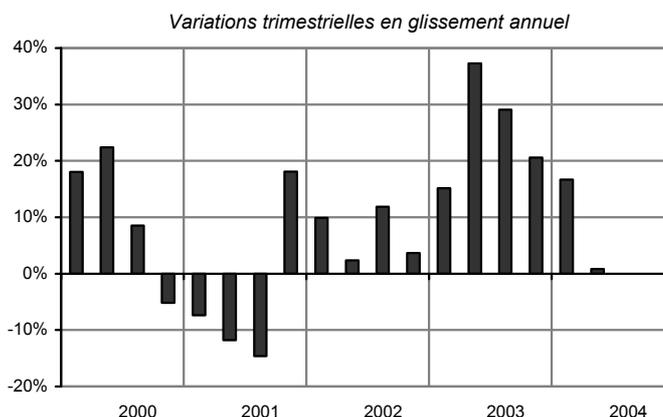
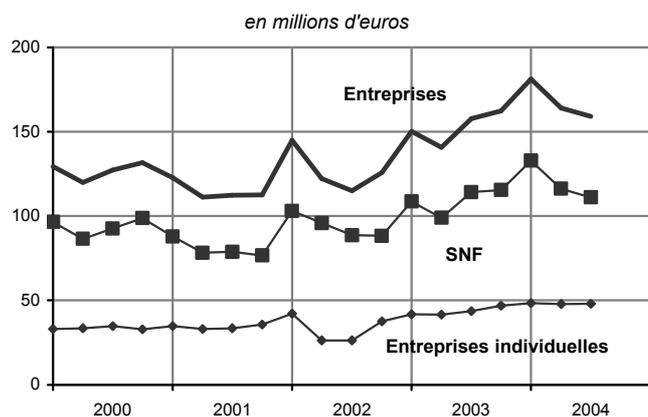
Ensemble des dépôts à vue



Ensemble des dépôts à vue détenus par les particuliers



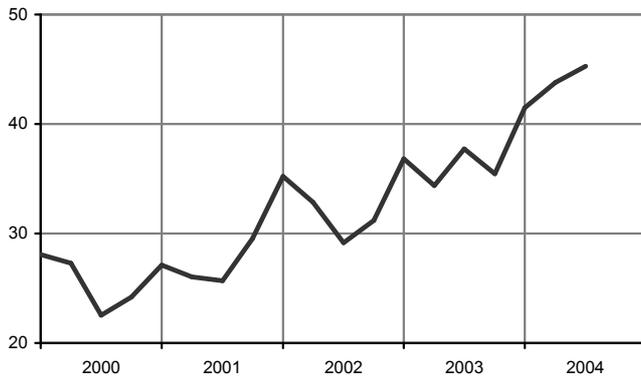
Ensemble des dépôts à vue détenus par les entreprises



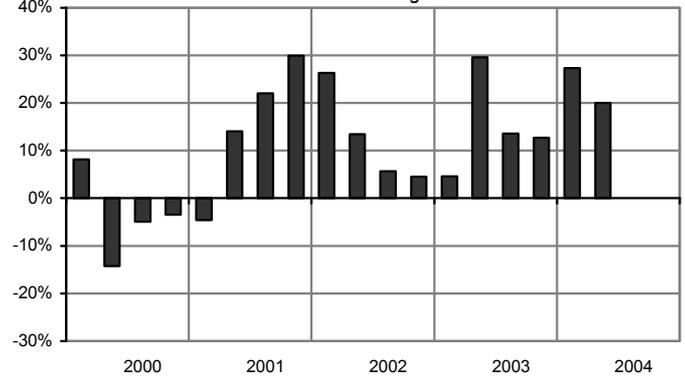
1. L'évolution financière

Ensemble des dépôts à vue détenus par les autres agents et la clientèle diverse

en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel



Répartition des dépôts à vue par agents économiques

Tableau 9

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 30 juin 2004	146	48	111	45	351
Part en pourcentage	41,7%	13,7%	31,6%	12,9%	100,0%
Au 30 juin 2003					
Au 30 juin 2003	140	44	114	38	335
Part en pourcentage	41,7%	13,0%	34,0%	11,3%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 10

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	7	4	-3	8	15
- En pourcentage	4,8%	10,1%	-2,8%	20,0%	4,6%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	-31	17	25	9	20
- En pourcentage	-18,3%	66,1%	28,7%	29,6%	6,4%

1. L'évolution financière

1.1.4 Placements liquides ou à court terme²

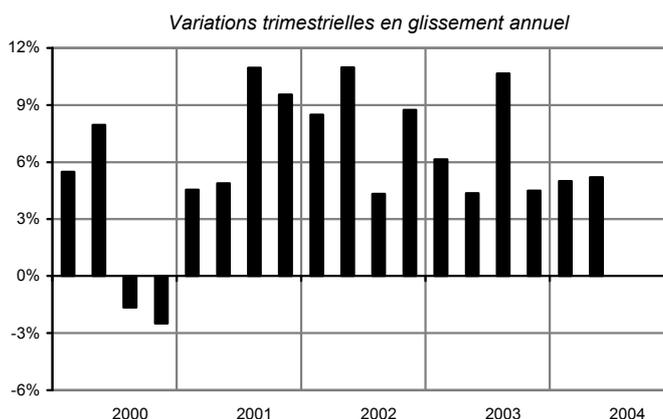
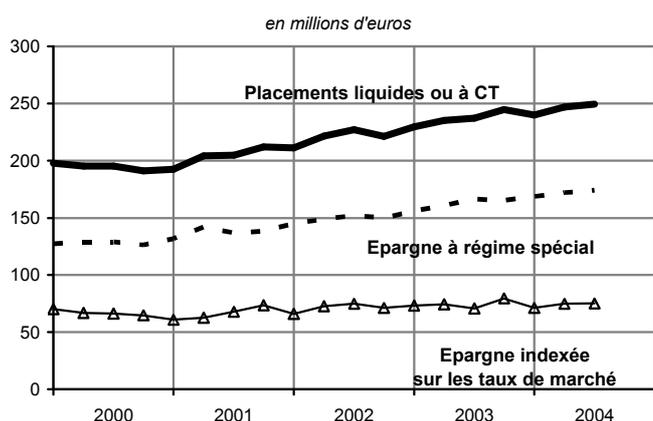
Les placements liquides ou à court terme ont progressé de 5,2 % sur un an, soit un rythme un peu supérieur à celui observé au 30 juin 2003 (+ 4,4 %). Cette accélération s'explique par une nette reprise des **placements indexés sur les taux du marché monétaire** (+ 6,3 % contre - 5,6 % au 30 juin 2003), alors que la croissance des **comptes d'épargne à régime spécial** a été divisée par deux sur un an (+ 4,7 %, contre + 9,3 % au 30 juin 2003).

Toutefois, l'évolution des comptes d'épargne à régime spécial s'inscrit toujours dans une tendance dynamique, influencée principalement par les comptes sur livrets (représentant 88 % dans le total de l'épargne à régime spécial), qui augmentent de 4,4 %. Cette hausse se décompose en + 1,0 % pour les Livrets A, + 7,9 % pour les Livrets bleus, + 26,3 % pour les LEP (qui bénéficient de conditions de rémunération attractives) et + 8,1 % pour les CODEVI. Les comptes d'épargne-logement ont pour leur part progressé de 7,5 %.

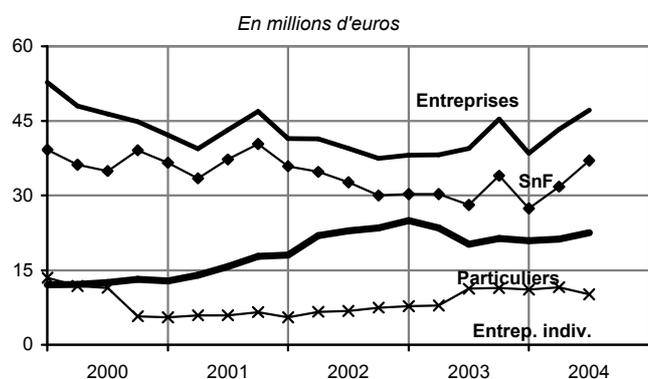
L'évolution des placements indexés sur les taux du marché monétaire au 2ème trimestre 2004 (+ 6,3%) provient de la hausse de l'encours des OPCVM monétaires (+ 28,3 %), alors que les dépôts à terme (- 0,8 %), les bons de caisse et d'épargne (- 32,1 %) et les titres de créances négociables (- 0,4 %) sont en repli.

Evolution des placements liquides ou à court terme

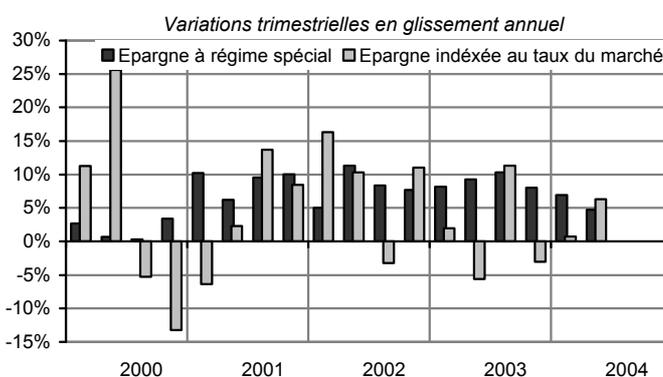
Ensemble des placements liquides ou à court terme



Placements indexés sur les taux de marché par agents



Evolution des placements liquides ou à court terme



² Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (Livrets A, livrets ordinaires, livrets bleus, livrets d'épargne populaire, comptes de développement industriel, livrets jeunes, comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (Dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts, OPCVM monétaires).

1. L'évolution financière

Répartition des placements liquides / à court terme par catégories de placement

Tableau 11

	Comptes sur livrets	Comptes d'épargne-logement	Dépôts à terme	Bons de caisse	Certificats de dépôt	OPCVM monétaires	Total
Montant en millions d'Euros							
Au 30 juin 2004	153	21	49	NS	4	23	249
Part en pourcentage	61,3%	8,6%	19,6%	0,1%	1,5%	9,0%	100,0%
Au 30 juin 2003							
Au 30 juin 2003	146	20	49	NS	4	18	237
Part en pourcentage	61,8%	8,4%	20,8%	0,1%	1,5%	7,4%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 12

	Comptes sur livrets	Comptes d'épargne-logement	Dépôts à terme	Bons de caisse	Certificats de dépôt	OPCVM monétaires	Total
Variation 2004 / 2003							
- Montant en millions d'Euros	6	2	NS	NS	NS	5	12
- En pourcentage	4,4%	7,5%	-0,8%	-32,1%	-0,4%	28,3%	5,2%
Variation 2003 / 2002							
- Montant en millions d'Euros	12	3	NS	NS	-1	-3	10
- En pourcentage	8,6%	14,4%	-0,2%	23,6%	-19,1%	-15,7%	4,4%

Répartition des placements liquides / à court terme par agents économiques

Tableau 13

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 30 juin 2004	188	16	34	13	249
Part en pourcentage	75,2%	6,2%	13,5%	5,1%	100,0%
Au 30 juin 2003					
Au 30 juin 2003	178	16	28	14	237
Part en pourcentage	75,2%	6,8%	12,0%	6,0%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 14

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	9	-1	5	-2	12
- En pourcentage	5,1%	-3,8%	18,8%	-10,9%	5,2%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	13	3	-5	-1	10
- En pourcentage	7,6%	25,8%	-13,8%	-9,4%	4,4%

1. L'évolution financière

1.1.5 Epargne à long terme³

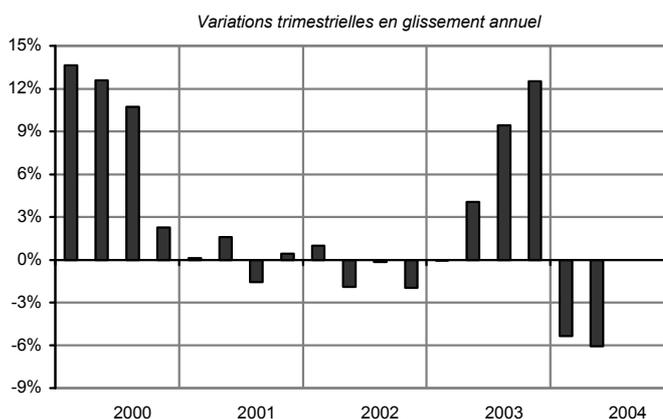
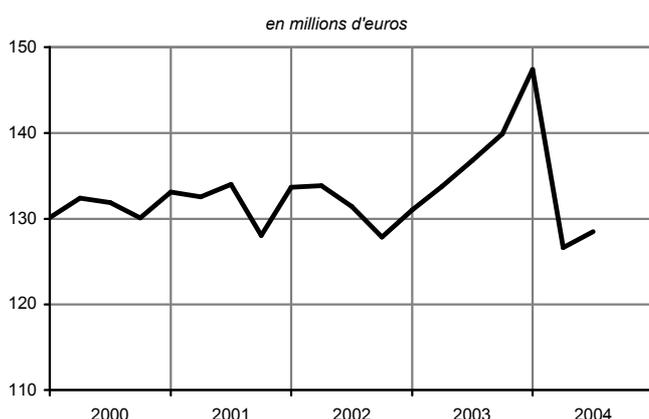
Sur un an, l'encours total de l'épargne à long terme enregistre un repli de 6,1 %, qui provient de l'impossibilité de diffuser l'information sur les encours d'assurances-vie, faute de données. L'impact sur l'encours total est d'environ 23 millions d'€.

Hors cet élément, la croissance de l'épargne à long terme s'établit à + 14,8 %, contre + 4,7 % un an plus tôt. Principaux souscripteurs de ce type d'épargne (85 %), les ménages pèsent fortement sur les évolutions observées hors assurance-vie (+ 6,1 % après + 7,3 % au trimestre précédent et + 4,0 % au 30 juin 2003). La forte progression de l'épargne à long terme des entreprises (+ 108,6 %) contribue également à la performance globale.

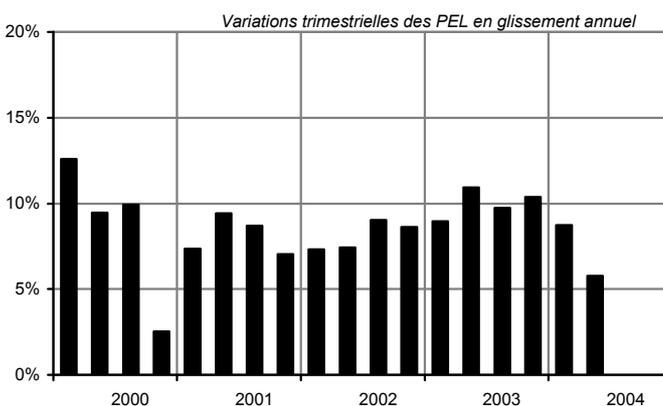
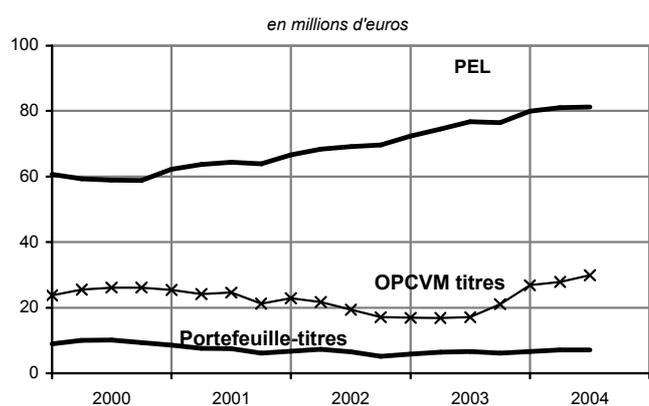
Cette croissance est liée à la progression des Plans d'épargne-logement (+ 5,8 %), qui tend toutefois à ralentir depuis le début de l'année. Les portefeuilles titres et les OPCVM non monétaires augmentent respectivement de 6,5 % et 74,8 %, grâce à la bonne tenue des marchés financiers au 1^{er} semestre 2004.

Evolution de l'épargne à long terme

Ensemble des placements à long terme



Evolution des placements à long terme



³ La collecte des statistiques concernant l'épargne à long terme est imparfaite et affecte les résultats et l'analyse. Les chiffres présentés ci-après n'incluent en effet que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne tiennent pas compte des données relatives aux contrats souscrits auprès des compagnies d'assurance ni des portefeuilles titres en compte dans les établissements métropolitains. Les données obtenues permettent néanmoins d'estimer les montants investis par les résidents en Guyane sous forme de placements longs.

1. L'évolution financière

Répartition de l'épargne à long terme par catégories de placement

Tableau 15

	Portefeuille-titres (actions et obligations)	OPCVM titres (non monétaires)	Plans d'épargne- logement et plans d'épargne populaire	Autres actifs	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 30 juin 2004	7	30	91	NS	128
Part en pourcentage	5,5%	23,2%	71,2%	0,1%	100,0%
Au 30 juin 2003					
Au 30 juin 2003	7	17	88	25	137
Part en pourcentage	4,8%	12,5%	64,4%	18,3%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 16

	Portefeuille-titres (actions et obligations)	OPCVM titres (non monétaires)	Plans d'épargne- logement et plans d'épargne populaire	Autres actifs	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	NS	13	3	-25	-8
- En pourcentage	6,5%	74,8%	3,9%	-99,4%	-6,1%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	NS	-2	7	NS	5
- En pourcentage	0,8%	-11,7%	9,1%	0,9%	4,1%

Répartition de l'épargne à long terme par agents économiques

Tableau 17

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 30 juin 2004	108	8	12	NS	128
Part en pourcentage	84,3%	5,9%	9,5%	0,2%	100,0%
Au 30 juin 2003					
Au 30 juin 2003	127	7	3	NS	137
Part en pourcentage	92,8%	4,8%	2,2%	0,2%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 18

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	-19	1	9	NS	-8
- En pourcentage	-14,7%	16,6%	313,0%	9,0%	-6,1%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	4	2	-1	NS	5
- En pourcentage	3,4%	37,6%	-17,3%	-5,2%	4,1%

1. L'évolution financière

1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière

Cette partie analyse d'abord l'ensemble des prêts consentis aux agents économiques par les établissements de crédit et assimilés (y compris La Poste), puis distingue les concours consentis par les établissements locaux et par ceux consentis par les établissements non installés localement.

1.2.1 Ensemble des concours consentis

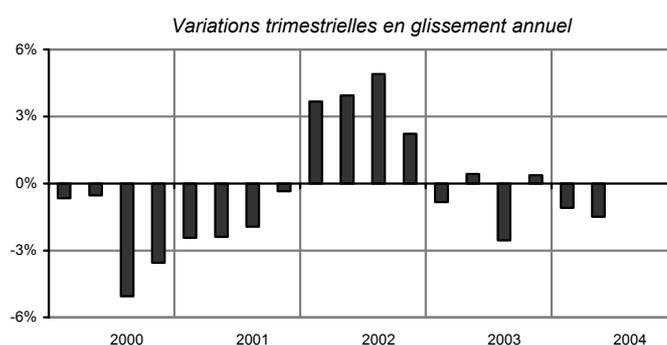
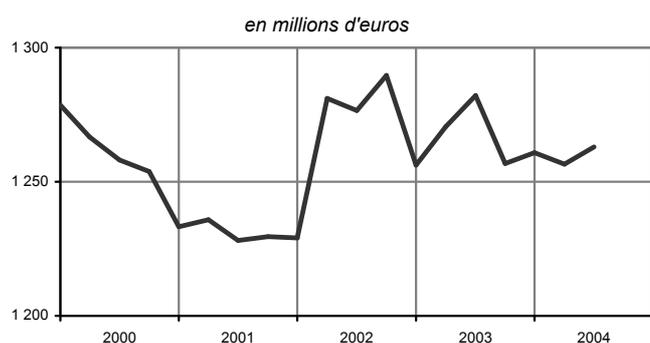
Au 30 juin 2004, l'**encours global de crédit** distribué en Guyane s'inscrit en baisse de 1,5 % sur un an. L'**encours sain** progresse en revanche de 2,1 % en glissement annuel, grâce à la croissance des crédits à l'équipement (+ 2,1 %) et des crédits à l'habitat (+ 2,5 %), qui représentent respectivement 20 % et 55 % du total, et à celle des crédits de trésorerie (+ 11,1 %). En revanche, les créances commerciales enregistrent une forte contraction (- 18,1 %). L'évolution des **créances douteuses** (- 21,5 % sur un an) témoigne de la poursuite de l'assainissement des portefeuilles de crédit, le taux de créances douteuses ayant perdu 3,1 points sur un an pour s'établir à 12,5 %.

La progression annuelle de l'encours sain des **entreprises**, de 4,6 % en moyenne depuis décembre 2001, a fortement ralenti depuis le début de l'année pour s'établir à + 0,9 % au 30 juin 2004. Ce ralentissement provient des concours consentis aux sociétés non financières (+ 0,7 % contre + 8,1 % en juin 2003), et plus particulièrement des crédits à l'habitat (+ 2,0 % contre + 11,3 %), alors que les entreprises individuelles enregistrent une accélération (+ 4,3 % contre - 5,3 %). Sur un an, le risque "entreprises" s'améliore sensiblement, le taux de créances douteuses perdant 2,4 points à 17,5 %.

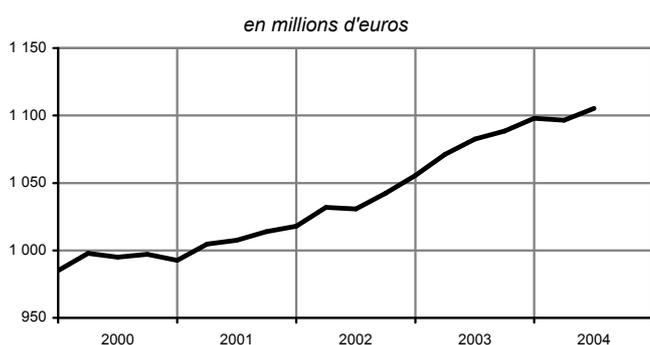
L'encours sain des **ménages** a progressé de 5,9 % sur un an contre + 2,1 % en mars 2003. Les deux principaux types de crédit accordés aux ménages contribuent à cette évolution : + 6,9 % pour les crédits de trésorerie, et + 5,7 % pour les crédits à l'habitat (représentant respectivement 28 % et 71 % de leur encours sain). Sur un an, le risque "particuliers" diminue de 5,1 points pour s'établir à 9,0 %. Ce taux est en revanche stable sur le trimestre.

Evolution des concours consentis par les établissements de crédit

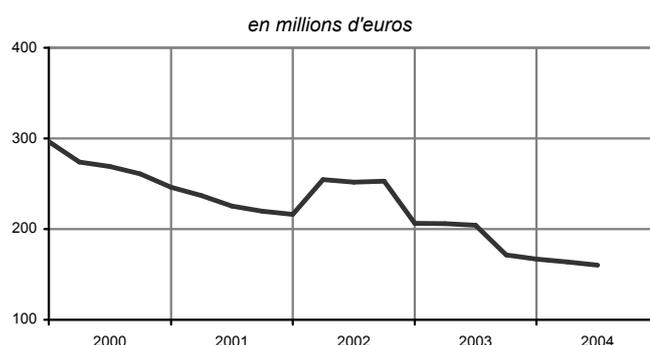
Ensemble des concours consentis par les établissements de crédit



Encours de crédits sains



Encours douteux



1. L'évolution financière

Concours consentis par les établissements de crédit par catégories de crédit

Tableau 19

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros								
Au 30 juin 2004	95	6	253	693	160	54	2	1 263
Part en pourcentage	7,5%	0,4%	20,0%	54,9%	12,7%	4,3%	0,2%	100,0%
Au 30 juin 2003	85	7	248	676	204	58	4	1 282
Part en pourcentage	6,6%	0,5%	19,3%	52,8%	15,9%	4,5%	0,4%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 20

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003								
- Montant en M d'Euros	9	-1	5	17	-44	-3	-2	-19
- En pourcentage	11,1%	-18,1%	2,1%	2,5%	-21,5%	-5,7%	-47,2%	-1,5%
Variation 2003 / 2002								
- Montant en M d'Euros	1	NS	-2	55	-48	2	-1	6
- En pourcentage	1,1%	-5,8%	-0,8%	8,8%	-19,0%	3,0%	-24,7%	0,4%

Concours consentis par les établissements de crédit par agents économiques

Tableau 21

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 30 juin 2004	296	51	710	206	1 263
Part en pourcentage	23,4%	4,0%	56,2%	16,3%	100,0%
Au 30 juin 2003	296	63	713	210	1 282
Part en pourcentage	23,1%	4,9%	55,6%	16,4%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 22

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en M d'Euros	NS	-12	-3	-4	-19
- En pourcentage	NS	-19,2%	-0,5%	-1,8%	-1,5%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en M d'Euros	7	-13	-1	12	6
- En pourcentage	2,5%	-16,8%	-0,2%	6,0%	0,4%

1. L'évolution financière

1.2.2 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

Au 30 juin 2004, l'**encours global de crédit** consenti par les établissements locaux est en diminution en glissement annuel pour le sixième trimestre consécutif (- 4,9 % sur un an) et s'établit à 523,4 millions d'€.

Néanmoins, le rythme de croissance annuelle des **crédits sains** est resté bien orienté (+ 3,9 % contre + 2,0 % un an auparavant, et + 0,9 % sur le trimestre). Cette évolution est liée à la croissance de l'encours des crédits à l'habitat (+ 10,4 % contre + 4,9 % au 30 juin 2003) et des crédits de trésorerie (+ 11,1 % contre + 2,1 %). En revanche, les crédits à l'équipement enregistrent leur 12^{ème} repli consécutif (- 3,8 %). Les créances commerciales se contractent également (- 18,1 % contre - 5,7 %), de même que les autres crédits (- 1,4 % contre + 10,4 %).

L'**encours douteux** a baissé de 23,5 % sur un an et de 2,1 % sur le trimestre. Le taux de créances douteuses (26,7 %) perd ainsi près de 6,2 points sur un an.

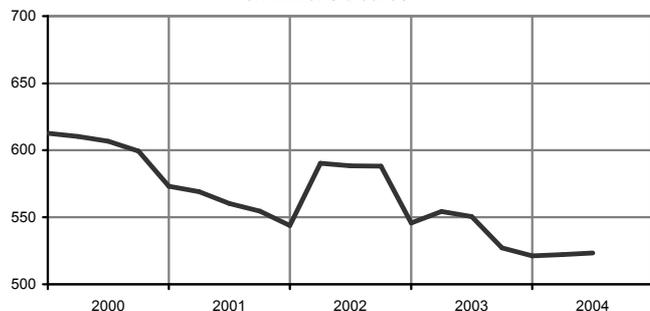
Les principales composantes de l'endettement des **ménages** du département ont progressé en glissement annuel : + 8,2 % pour les crédits à l'habitat et + 7,6 % pour les crédits de trésorerie. Leur encours sain a ainsi augmenté de 7,8 % sur un an et de 1,2 % sur le trimestre. Enfin, le taux de créances douteuses s'établit à 8,0 %, stable par rapport au trimestre précédent.

Après son repli au 1^{er} trimestre, l'encours sain des **entreprises** est reparti de l'avant (+ 2,8 % sur un an, dont + 2,6 % pour les sociétés non financières et + 3,4 % pour les entrepreneurs individuels). Ce rebond provient principalement des crédits de trésorerie (+ 26,7 %) et des crédits à l'habitat (+ 20,6 %). A l'opposé, les créances commerciales (- 20,1 %), les crédits à l'équipement (- 2,5 %) et des autres crédits (- 1,8 %) sont en repli. Sur un an, l'encours compromis déclaré sur les entreprises recule de 14,6 %, le taux de créances douteuses reculant de 4,6 points à 42,0 % (46,4 % pour les sociétés non financières et 20,1 % pour les entreprises individuelles).

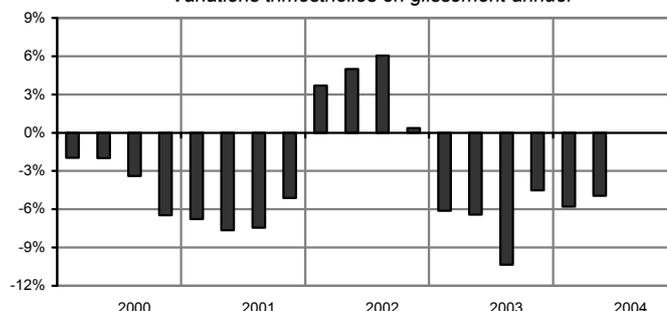
Evolution des concours consentis par les EC locaux

Ensemble des concours consentis par les établissements de crédit locaux

en millions d'euros

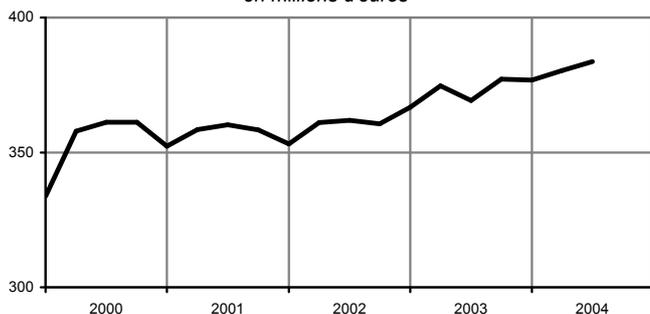


Variations trimestrielles en glissement annuel



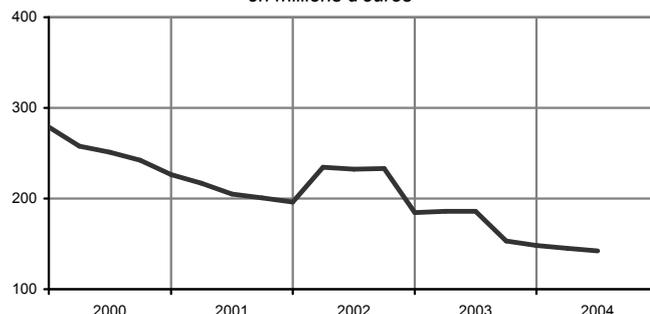
Encours de crédits sains des EC locaux

en millions d'euros



Encours douteux

en millions d'euros



1. L'évolution financière

Concours consentis par catégories de crédit (EC locaux)

Tableau 23

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros								
Au 30 juin 2004	82	6	81	164	142	46	2	523
Part en pourcentage	15,7%	1,1%	15,5%	31,4%	27,1%	8,7%	0,5%	100,0%
Au 30 juin 2003								
Au 30 juin 2003	74	7	84	149	186	46	4	551
Part en pourcentage	13,5%	1,2%	15,3%	27,0%	33,7%	8,4%	0,8%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 24

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003								
- Montant en M d'Euros	8	-1	-3	16	-44	-1	-2	-27
- En pourcentage	11,1%	-18,1%	-3,8%	10,4%	-23,5%	-1,4%	-47,2%	-4,9%
Variation 2003 / 2002								
- Montant en M d'Euros	2	NS	-2	7	-47	4	-1	-38
- En pourcentage	2,1%	-5,8%	-2,3%	5,0%	-20,0%	10,4%	-24,7%	-6,4%

Concours consentis par agents économiques (EC locaux)

Tableau 25

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 30 juin 2004	219	49	246	9	523
Part en pourcentage	41,8%	9,5%	47,1%	1,7%	100,0%
Au 30 juin 2003					
Au 30 juin 2003	219	62	251	19	551
Part en pourcentage	39,7%	11,2%	45,6%	3,5%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 26

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en M d'Euros	NS	-12	-5	-11	-27
- En pourcentage	0,1%	-19,7%	-1,8%	-54,8%	-4,9%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en M d'Euros	10	-13	-42	7	-38
- En pourcentage	5,0%	-16,9%	-14,4%	53,2%	-6,4%

1. L'évolution financière

1.2.3 Concours consentis par les établissements de crédit non installés localement

Ces établissements interviennent principalement dans le financement de l'habitat (73 %), notamment social (63 %), et celui de l'équipement (24 %).

Sur un an, l'encours sain progresse de 1,2 %, soit un rythme en décélération de 2,6 points par rapport à celui observé au trimestre précédent. Cette hausse est alimentée par la croissance des crédits d'équipement (+ 5,1 % en juin 2004 contre une stabilité en juin 2003) alors que les crédits à l'habitat n'ont quasiment pas progressé sur un an (+ 0,3 % contre + 10,0 % en juin 2003). Sur le trimestre, le taux de croissance de l'encours sain s'inscrit en hausse à + 0,7 %, grâce aux crédits d'équipement (+ 3,8 %).

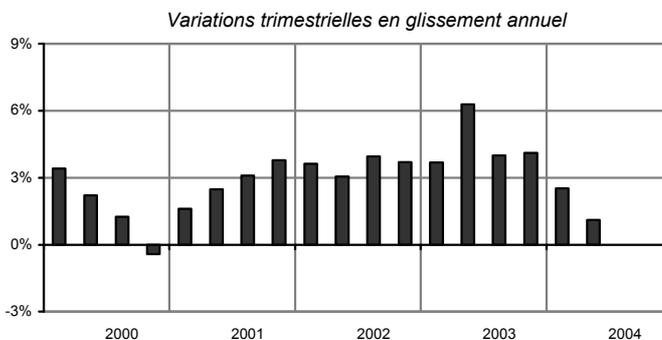
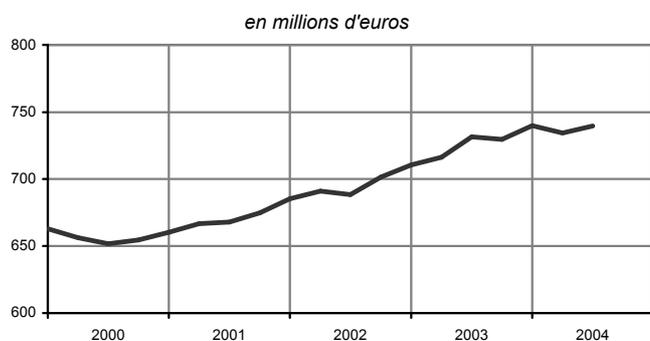
L'encours sain des **entreprises** est resté quasiment stable sur un an (+ 0,2 %) et baisse de 0,6 % sur le trimestre. Son évolution est fortement corrélée à celle des crédits à l'habitat accordés aux sociétés non financières (+ 1,0 % sur un an contre + 11,2 % en juin 2003). Le risque "entreprises" semble bien maîtrisé, leur taux de créances douteuses s'établissant à 1,9 % contre 1,8 % un an auparavant.

Les **particuliers**, qui ne mobilisent que 9,4 % du total des crédits sains, sont les agents sur lesquels le risque est le plus fort avec un taux de créances douteuses de 11,9 %, en baisse toutefois de 0,8 point sur un an. Leur encours sain a progressé de 0,7 % sur un an avec les crédits de trésorerie (+ 2,9 %) et les concours à l'habitat (+ 0,3 %), ces derniers représentant 83 % de l'encours sain.

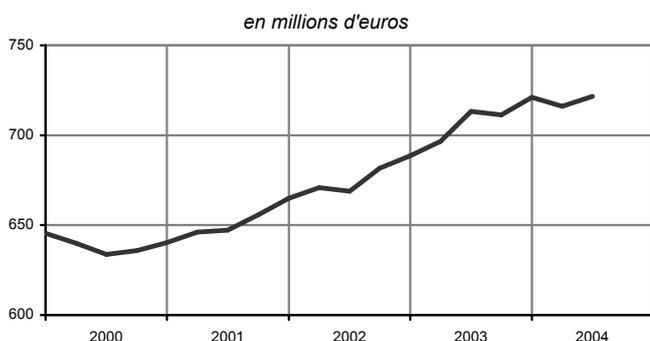
Enfin, les crédits à l'équipement en faveur des **administrations publiques locales**, qui représentent 68 % des encours sains en faveur des **autres agents économiques et clientèle diverse**, ont diminué de 1,2 % sur un an.

Evolution des concours consentis (EC non installés localement)

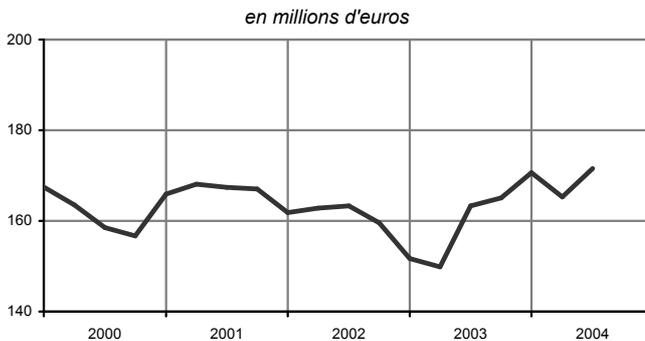
Ensemble des concours consentis par les établissements de crédit non installés localement



Encours sain



Crédits à l'équipement



1. L'évolution financière

Concours consentis par catégorie de crédit (EC non installés localement)

Tableau 27

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros								
Au 30 juin 2004	12	0	172	529	18	8	0	739,6
Part en pourcentage	1,7%	-	23,2%	71,5%	2,4%	1,1%	-	100,0%
Au 30 juin 2003								
Au 30 juin 2003	11	0	163	528	18	11	0	732
Part en pourcentage	1,5%	-	22,3%	72,1%	2,5%	1,5%	-	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 28

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003								
- Montant en M d'Euros	1	-	8	1	NS	-3	-	8
- En pourcentage	11,2%	-	5,1%	0,3%	-1,1%	-23,6%	-	1,1%
Variation 2003 / 2002								
- Montant en M d'Euros	-1	-	NS	48	-1	-3	-	43
- En pourcentage	-5,3%	-	NS	10,0%	-6,2%	-19,5%	-	6,3%

Concours consentis par agent économique (EC non installés localement)

Tableau 29

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 30 juin 2004	77	1	464	198	740
Part en pourcentage	10,4%	0,2%	62,7%	26,7%	100,0%
Au 30 juin 2003					
Au 30 juin 2003	77	1	462	191	732
Part en pourcentage	10,6%	0,1%	63,2%	26,1%	100,0%

Evolution en glissement annuel

Tableau 30

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en M d'Euros	NS	NS	1	7	8
- En pourcentage	-0,2%	10,9%	0,3%	3,5%	1,1%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en M d'Euros	-3	NS	41	5	43
- En pourcentage	-3,7%	-11,1%	9,8%	2,8%	6,3%

1. L'évolution financière

1.3 Position extérieure nette du système bancaire local

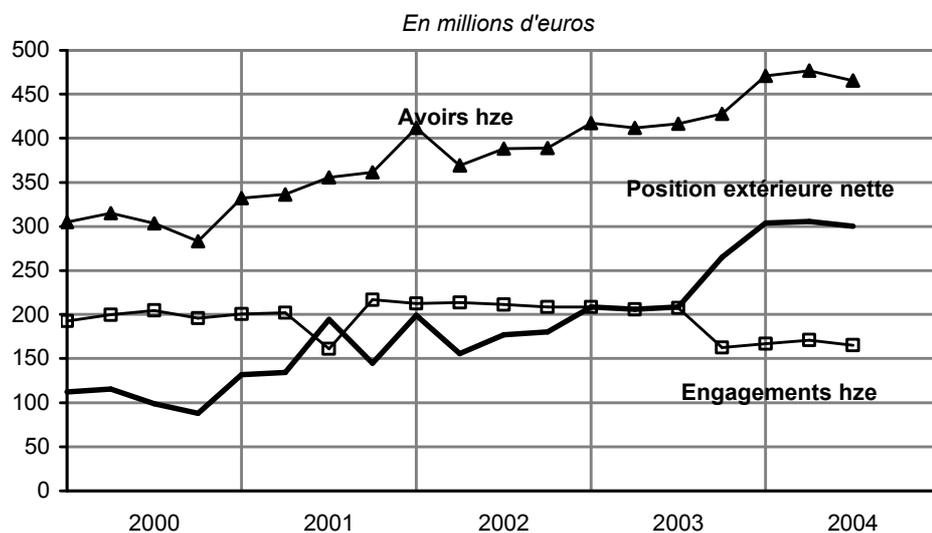
Tableau 31

Avoirs extérieurs des établissements de crédit locaux (A)		Engagements extérieurs des établissements de crédit locaux (B)		Position extérieure nette du système bancaire local (A) - (B)	
2003	2004	2003	2004	2003	2004

Montant en millions d'Euros	416	466	208	165	209	300
-----------------------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----

La position extérieure nette du système bancaire local se définit comme la différence entre les avoirs et les engagements hors du département des établissements de crédit locaux.

Le système bancaire guyanais présente une position extérieure nette structurellement excédentaire, l'épargne collectée étant largement supérieure aux crédits octroyés. Les établissements guyanais sont en effet, dans l'ensemble, prêteurs sur le marché interbancaire, principalement via leurs maisons mères. Entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004, la position extérieure nette du système bancaire local croît sensiblement (+ 91 millions d'€, soit + 43,5 %).



1. L'évolution financière

1.4 L'enquête auprès des Etablissements de Crédit en Guyane au 3^{ème} trimestre 2004

Les dirigeants des établissements de crédit interrogés par l'IEDOM témoignent pour le 3^{ème} trimestre 2004 d'une opinion nettement plus positive qu'au trimestre précédent concernant les dépôts. Cet optimisme se poursuit pour le 4^{ème} trimestre.

S'agissant des encours consentis aux entreprises, les opinions redeviennent mitigées, le solde étant positif pour les crédits d'équipement mais en repli pour les crédits d'exploitation. Les perspectives pour le 4^{ème} trimestre 2004 restent favorables pour les crédits d'équipement, même si un léger tassement est prévu, et une amélioration est anticipée pour les crédits d'exploitation.

Conformément aux prévisions du trimestre précédent, les soldes d'opinions concernant la clientèle des particuliers témoignent d'un marché dynamique, tant pour les crédits à la consommation que pour les crédits à l'habitat. La fin de l'année est également bien perçue, avec toutefois un optimisme plus réservé concernant les crédits à l'habitat.

L'opinion des dirigeants d'établissements de crédit concernant leur produit net bancaire est restée bien orientée mais stable par rapport au trimestre précédent, appuyée par une opinion positive concernant le commissionnement et le dynamisme du marché des particuliers. La franche accélération anticipée lors de la précédente enquête ne s'est toutefois pas produite. Les dirigeants l'ont repoussée au dernier trimestre de l'année.

Les charges d'exploitation sont jugées en sensible dégradation, mouvement qui devrait perdurer au trimestre prochain. Enfin, contrairement aux anticipations du trimestre précédent, l'opinion sur le coût du risque s'est fortement améliorée pour revenir à l'équilibre. Une nouvelle dégradation devrait néanmoins intervenir au 4^{ème} trimestre 2004.

Au final, les dirigeants des établissements de crédit constatent une stabilité des résultats sur le 3^{ème} trimestre 2004, grâce à la bonne orientation du PNB et à l'amélioration du coût du risque, malgré un alourdissement des charges d'exploitation. Ils anticipent une nette amélioration pour le 4^{ème} trimestre 2004, la progression du PNB et une moindre dégradation des charges d'exploitation compensant largement la dégradation du coût du risque.

Le climat social, jugé en amélioration au 2^{ème} trimestre 2004, s'est un peu tendu au 3^{ème} trimestre, mouvement qui devrait se poursuivre d'ici la fin de l'année.

Enfin, l'environnement économique est perçu en amélioration, même si le solde d'opinion ne parvient pas à repasser en territoire positif. Les prévisions pour le 4^{ème} trimestre sont en revanche particulièrement bien orientées.

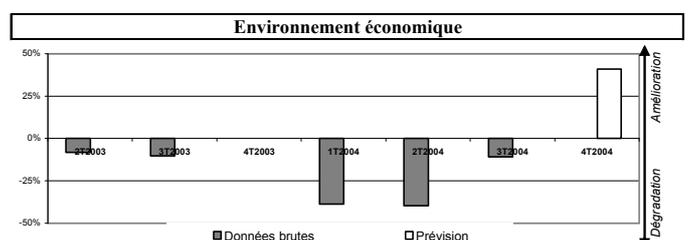
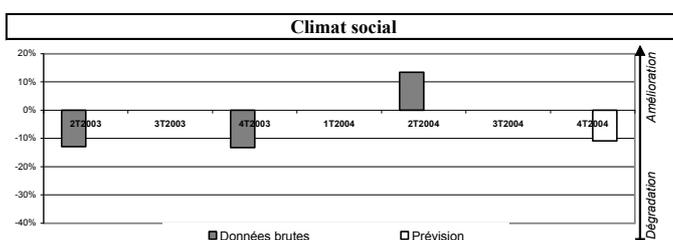
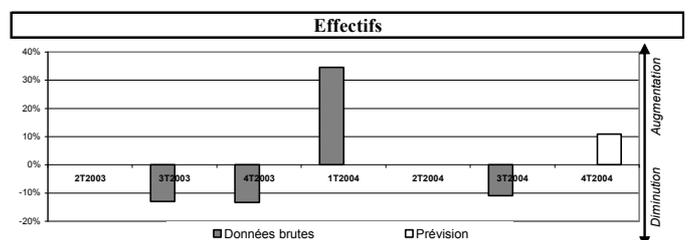
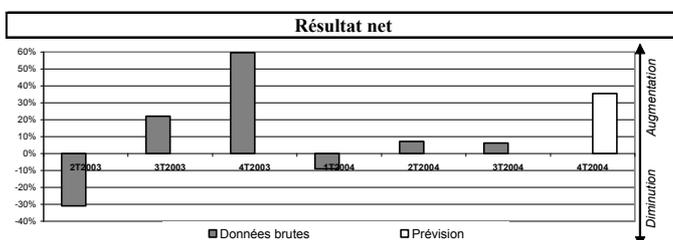
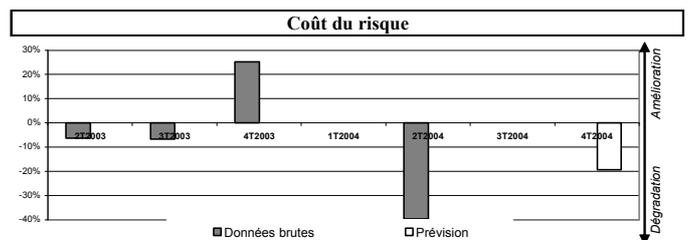
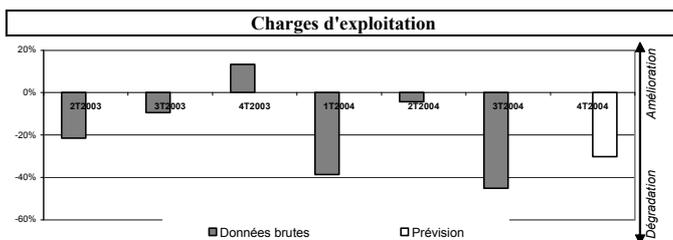
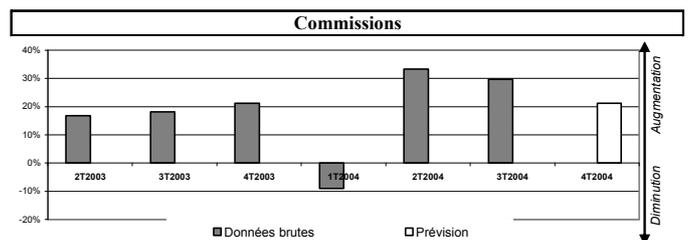
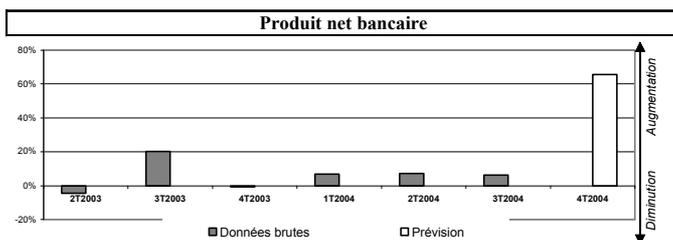
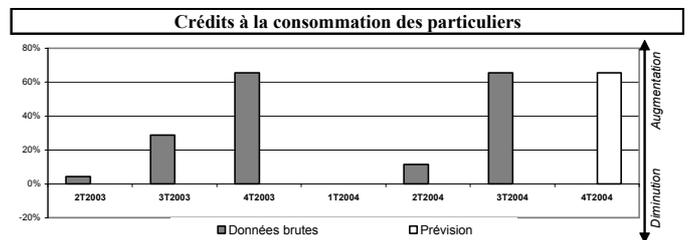
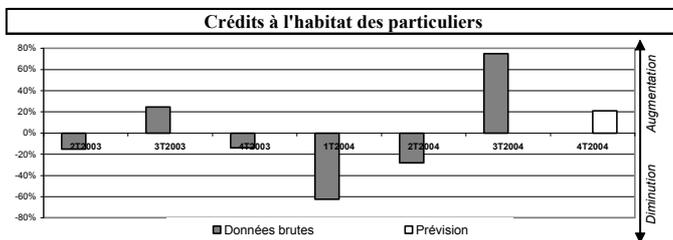
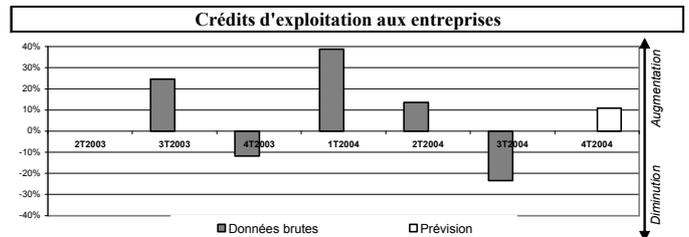
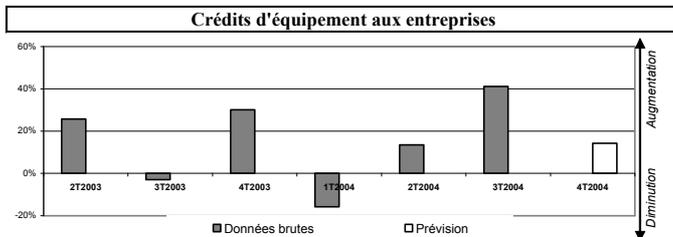
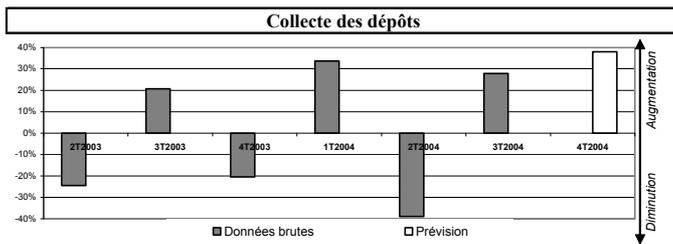
Méthodologie de l'enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès de l'ensemble des dirigeants des établissements de crédit de la place, est réalisée trimestriellement (6 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir des évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux marchés de prêts et des opinions relatives à des situations (PNB, commissions, charges d'exploitations, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question la pondération est effectuée par les encours de crédit ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des informateurs qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des informateurs jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

Résultat de l'enquête auprès des Etablissements de Crédit

Soldes d'opinions des dirigeants (BFCAG, BNPG, FCMAG, BRED-BP, CMG, SOFIDEG)



2. Rappel des taux

2. Rappel des taux

2.1 Taux du marché

2.1.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire

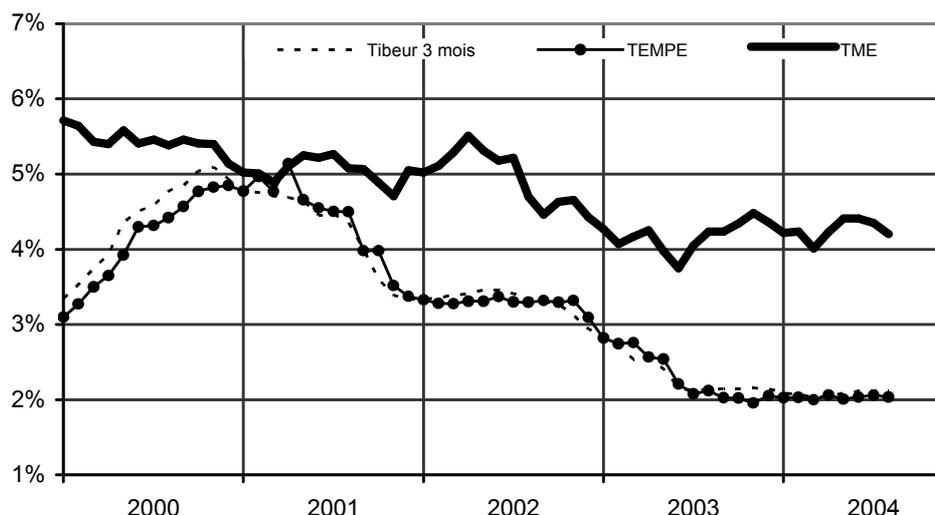
La BCE a laissé inchangés ses taux directeurs au cours du trimestre passé. Ils s'établissent comme suit :

- ✓ 2,0 % pour le taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement,
- ✓ 3,0 % pour le taux de facilité de prêt marginal,
- ✓ 1,0 % pour le taux de facilité de dépôt.

Depuis le mois de juillet 2003, les taux d'intérêt à court terme se sont stabilisés légèrement au-dessus de 2 %. En août 2004, le Tibeur à 3 mois s'est ainsi établi à 2,11 % et le TEMPE à 2,03 %.

S'agissant des taux à moyen et long terme, le taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME) est reparti à la baisse de 0,17 point sur trois mois à fin août 2004 pour atteindre 4,20 %.

Evolution des principaux taux du marché monétaire et obligataire



2.1.2 Taux de base bancaire

Le taux de base bancaire de la Guyane correspond à la moyenne pondérée par les encours du taux de base de chaque banque de la place. Le taux de base moyen pondéré s'élève à 9,28 % depuis le début de l'année 2004. Ce taux a été actualisé pour tenir compte des dernières informations disponibles. Toutefois, il convient de rappeler qu'aucun établissement n'a modifié son taux de base depuis octobre 2000. La diminution du taux moyen pondéré s'explique par l'évolution de l'encours entre le 31 décembre 2002 et le 31 décembre 2003.

mars-03	juin-03	sept-03	déc-03	mars-04	juin-04
9,30%	9,30%	9,30%	9,30%	9,28%	9,28%

Nota : Ces chiffres sont établis à partir des taux de base de 5 banques locales (BNPG, BRED, CRCAM et FC MAG) pondérés par les encours.

2. Rappel des taux

2.2 Taux d'intérêt légal

Année 1996	Année 1997	Année 1998	Année 1999	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004
6,65%	3,87%	3,36%	3,47%	2,74%	4,26%	4,26%	3,29%	2,27%

La loi 89-421 du 23 juillet 1989 a défini un nouveau mode de calcul du taux d'intérêt légal (moyenne arithmétique sur douze mois des taux de rendement actuariel mensuels moyens des bons du Trésor à taux fixe calculé sur treize semaines). Ce taux sert de référence, d'une part, pour la liquidation d'intérêts moratoires, dans le cas d'obligations impayées, d'autre part, pour le calcul des intérêts créditeurs attachés aux restitutions consécutives à des instances fiscales.

2.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global ou T.E.G. excède, au moment où il est consenti, le taux de l'usure publié en application de l'article 1er de la loi n° 66-1010 du 28 décembre 1966. Calculés trimestriellement, les seuils de l'usure s'appliquent pour une durée de 3 mois et sont publiés au journal officiel.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

2.3.1 Crédit aux particuliers

Seuils de l'usure	4 T 2003	1 T 2004	2 T 2004	3 T 2004
Prêts immobiliers				
- Prêts à taux fixe	6,88%	6,77%	6,83%	6,67%
- Prêts à taux variable	6,40%	6,11%	5,99%	5,88%
- Prêts relais	7,12%	7,04%	7,07%	6,72%
Autres prêts				
- Prêts d'un montant < ou = à 1524 euros	21,25%	20,85%	20,96%	20,73%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 euros	16,84%	16,52%	16,57%	16,64%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > ou = à 1524 euros	9,96%	9,60%	9,68%	9,07%

2.3.1 Crédit aux entreprises

Seuils de l'usure	4 T 2003	1 T 2004	2 T 2004	3 T 2004
- Prêts consentis en vue d'achats ou ventes à tempérament	8,72%	8,33%	8,52%	8,40%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,79%	6,48%	6,57%	6,41%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	6,49%	6,33%	6,35%	6,00%
- Découvert en compte *	11,19%	10,85%	11,05%	10,73%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	8,73%	8,67%	8,49%	7,73%

* Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

2. Rappel des taux

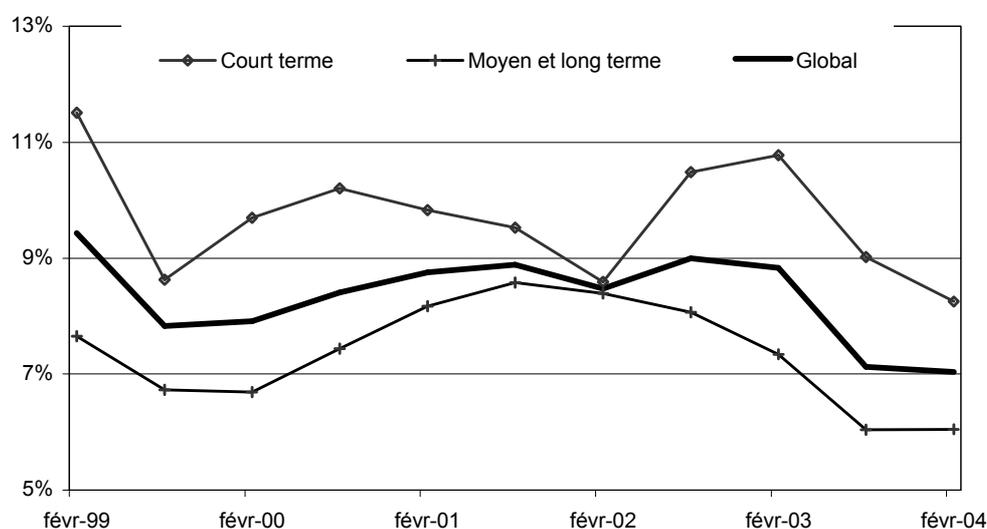
2.4 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

Taux moyen pondéré	févr-01	août-01	févr-02	août-02	févr-03	août-03	févr-04
Court terme	9,83%	9,53%	8,59%	10,49%	10,78%	9,02%	8,25%
- escompte	9,95%	9,21%	8,47%	9,48%	11,48%	7,83%	9,57%
- découvert	10,31%	9,70%	8,52%	11,30%	10,73%	9,78%	8,26%
- autres crédits à court terme	7,00%	9,60%	9,91%	9,38%	9,13%	8,57%	7,65%
Moyen et long terme	8,17%	8,58%	8,39%	8,07%	7,34%	6,04%	6,05%
Global	8,76%	8,89%	8,47%	9,00%	8,83%	7,13%	7,04%

L'enquête semestrielle de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises en Guyane recense l'ensemble des concours accordés par les six établissements interrogés (quatre banques FBF et deux sociétés financières) au cours des mois de janvier-février et juillet-août de chaque année.

Le taux moyen pondéré global a faiblement diminué de 0,09 point par rapport à la dernière enquête et s'établit au niveau le plus bas jamais enregistré dans le département. Cette évolution est liée à la baisse des taux à court terme (- 0,77 point, dont - 1,52 point pour les découverts, - 0,92 point pour les autres crédits à court terme mais + 1,74 % pour l'escompte) alors que les taux à moyen terme sont restés stables. Elle intervient dans un contexte de stabilité des taux de refinancement sur le marché interbancaire (- 0,09 point pour le Tibeur à 3 mois entre février 2004 et août 2003 et -0,08 point pour le TEMPE sur la même période) et de stabilité des taux obligataires sur cette même période.

Il est à noter cependant que l'échantillon intègre des opérations d'achats et de ventes à tempérament (AT/VT) classées selon leur durée. Ce type de concours a un impact significatif à la hausse sur le coût du crédit à moyen et long terme (plus d'un point en moyenne selon les trois dernières enquêtes) : il rend délicates les comparaisons de taux avec la métropole et les autres départements d'outre-mer où les AT/VT sont présents dans des proportions très inférieures.



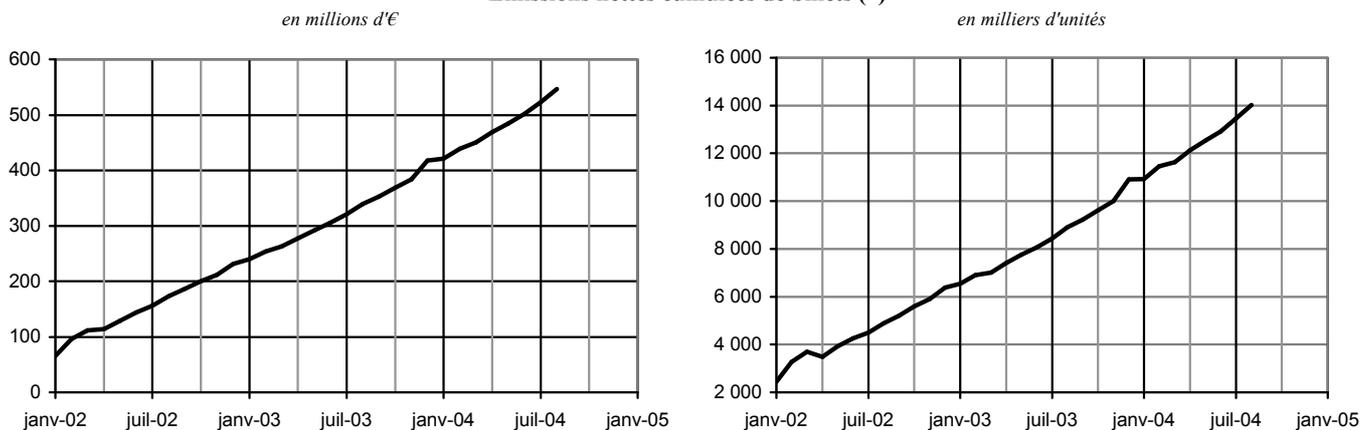
3. Monnaie Fiduciaire

3. Monnaie Fiduciaire

3.1 Emission de billets euros

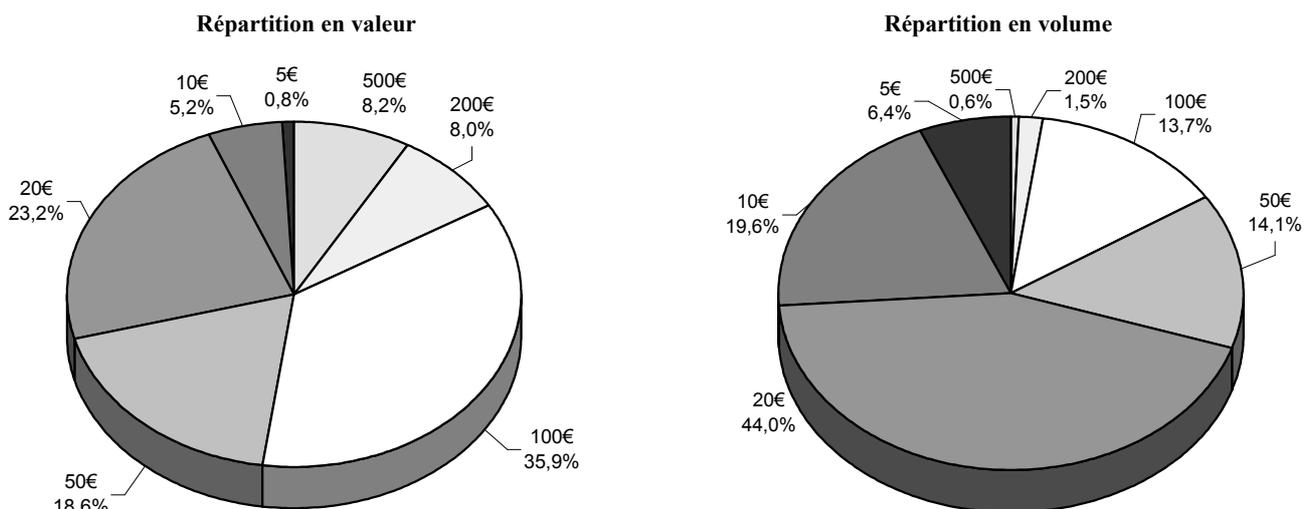
L'IEDOM, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les **billets** qui ont cours en France métropolitaine. Depuis le passage à l'euro, l'agence de la Guyane a ainsi délivré au 31 août 2004 14 millions de billets pour une valeur totale de l'ordre de 547 millions d'€, toutes coupures confondues.

Emissions nettes cumulées de billets (*)



(*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, préalimantation comprise.

Répartition par coupures en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de billets euros à fin août 2004

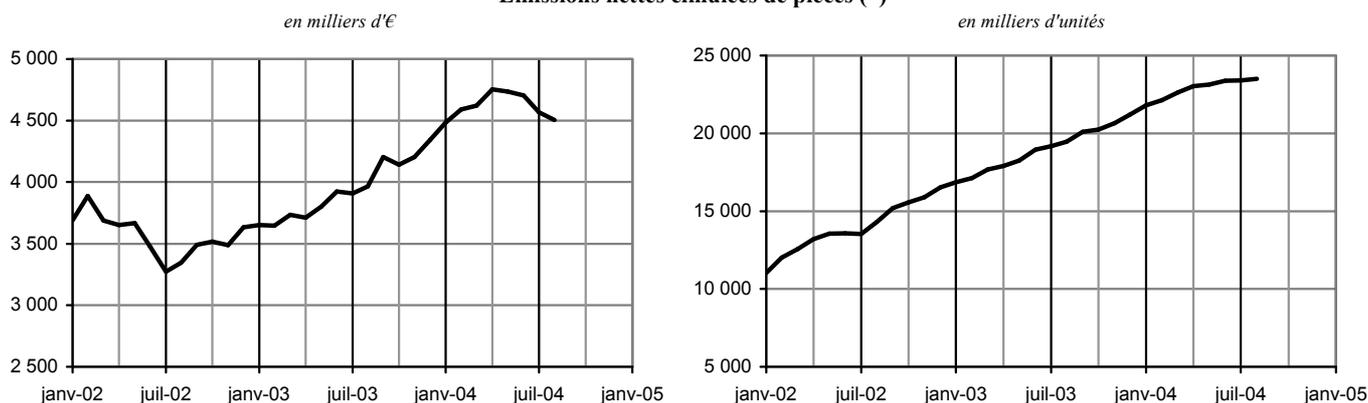


3. Monnaie Fiduciaire

3.2 Emission de pièces euros

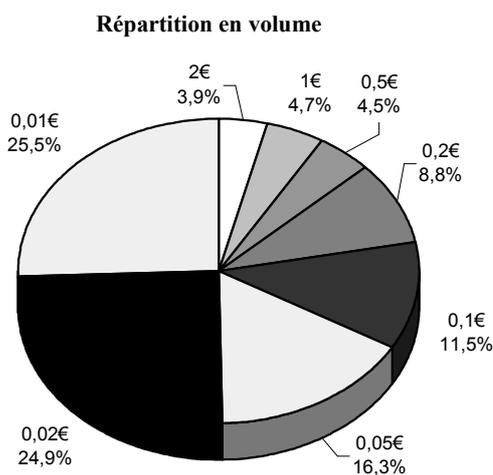
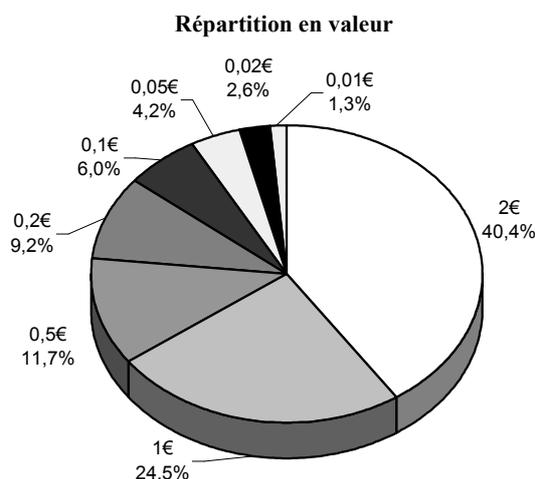
L'émission de **pièces métalliques euros** est également assurée par l'IEDOM, agissant pour le compte du Trésor public. Depuis le début de l'année 2002, 23,5 millions de pièces euros pour une valeur de 4,5 millions d'€ ont été mises en circulation à fin août 2004.

Emissions nettes cumulées de pièces (*)



(*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émises et retirées de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, préalimantation comprise.

Répartition par coupures en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de pièces euros à fin août 2004



Directeur de la publication : A. VIENNEY – Responsable de la rédaction : M. REMBLIN
 Editeur : IEDOM – achevé d'imprimer Septembre 2004 – dépôt légal : Septembre 2004 – N° ISSN 0296-3116